

Rouiller, s'arracher, s'intégrer, se défoncer...

Azouz BEGAG et Christian DELORME

D'aucuns se complaisent dans l'amalgame trop facile à propos des jeunes issus de l'immigration quand ceux-ci présentent à l'évidence des situations différenciées : les "intégrés" arrachés tant bien que mal à leurs conditions sociales défavorisées, les "précaires" réfugiés dans l'attentisme des grands jours, et surtout les "déchus" sans rémission (les rouilleurs). Face à une société d'écueils et à l'abdication du père, ces derniers semblent se repérer dans la *société de la drogue* où l'identification au trafiquant-parrain *absorbent* toutes les autres. C'est peu dire de la difficulté à les *arracher* de ce point de non-retour quand par ailleurs la crise les touche de plein fouet. Et l'agressivité sociale qui en découle prend de plus en plus la forme d'une revendication sur fond de "communautarisme défensif".

Environ trois millions de personnes vivent dans les quartiers en difficulté, parmi lesquelles une forte proportion de jeunes, le groupe le plus vulnérable à la crise économique. Là encore, comme à propos du risque d'amalgamer les quartiers en difficulté, il faut s'imposer des garde-fous analytiques. Sur le plan des représentations, des attitudes et des comportements dans/vis-à-vis de la société française, les jeunes d'origine maghrébine occupent des situations différentes, parfois parallèles, parfois opposées. L'étiquette "Beur" a participé à présenter restrictivement ces jeunes comme un groupe homogène. Cette standardisation a notamment pu servir des desseins politico-idéologiques visant à les désigner comme réfractaires à l'intégration voire à l'assimilation à l'identité nationale. Nous voulons dans ce chapitre mettre l'accent sur les frontières qui distinguent les jeunes les uns des autres, ceux qui sont "tombés" dedans, pour reprendre une expression des quartiers signifiant l'incarcération en prison, ceux qui se sont "arrachés", ceux qui cherchent une place dans la société, ceux qui ne cherchent pas, ceux qui se posent des questions, ceux qui restent muets, etc.

Si elles sont singulières, les trajectoires individuelles ne sauraient toutefois masquer l'impact "collectif" du chômage qui touche une forte proportion de ces jeunes et la naissance d'une identification communautaire défensive construite sur les réalités des politiques anti-immigrés des années soixante-dix et de la fracture de la guerre du Golfe. En effet, le premier trimestre 1991 aura été dans l'histoire de France le moment d'une lésion avec la population d'origine maghrébine, à tout le moins d'un traumatisme. tout s'est

passé "comme si dans l'épreuve, le choix dominant avait été celui d'une solidarité arabe vigoureuse mais discrète...". La guerre du Golfe a fonctionné à la manière d'une catharsis, révélant frustrations et angoisses. Elle a posé d'une manière brutale la question de la véritable place des centaines de milliers de citoyens d'origine arabe dans la société française (1). Quand à la cité des Indes de Sartrouville, le jeune Djamel a été tué par des vigiles (un Marocain et un Tunisien) le 26 mars 1991, pas un élu national, pas un représentant de SOS Racisme ou France Plus, ni le Ministre de la Ville Michel Delebarre n'ont rendu visite à la famille. Les jeunes ont vilipendé les journalistes à propos de la guerre du Golfe : "ça a été l'humiliation, un mort arabe ne valait rien. J'ai fait comme d'habitude mais dans mon ventre, j'ai tout accumulé (2)".

Selon un sondage CSA réalisé du 9 au 14 novembre 1992 sur un échantillon national, près de deux personnes interrogées sur trois estiment qu'en France il y a "trop d'Arabes". La tolérance gagne du terrain : deux ans plus tôt, plus de trois-quarts d'entre elles avaient donné cette réponse ! En 1990, la police avait enregistré 52 cas de violences racistes dont 37 contre des Maghrébins, faisant un mort et 36 blessés.

La conjugaison du racisme anti-jeune et anti-arabe a renforcé une identité d'exclus chez les jeunes d'origine maghrébine. Comme il y a vingt ans, en 1993 on continue de les appeler "les immigrés" alors qu'ils sont nés à Paris, Marseille, Lyon ou Pithiviers. Même les sociologues spécialistes de leur condition sociale tombent dans l'écueil de cette appellation d'origine incontrôlée "Les jeunes immigrés..." (3) qui, fût-elle involontaire, imprime des marques indélébiles sur les identités. L'exclusion d'un

individu est d'autant plus frustrante qu'il se situe physiquement au cœur de la société de consommation. Etre dedans sans disposer du laisser-passer. Autrement dit, se sentir immobilisé par un système contraignant, avoir le droit de regarder, sans toucher.

Tous ces faits ont largement contribué à creuser le fossé entre la société nationale et une partie des jeunes d'origine maghrébine des cités. Dans cette fracture s'est glissé massivement le fléau de la drogue. Il participe encore aujourd'hui à élargir l'écart.. Cependant, ces jeunes sont les premières victimes d'un marché international des stupéfiants dont ils ne sont le plus souvent que les passifs consommateurs ou les "représentants de rues" (4).

Trois types de situations

"Ce qu'on appelle d'un terme symbolique la banlieue, écrit Alain Touraine, c'est justement cette zone de grande incertitude et de tension où les gens ne savent pas s'ils vont tomber du côté des "in" ou des "out". Cette vision duale désignant en effet ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors... ne doit pas faire oublier ceux qui sont sur la frontière. On distingue donc au moins trois groupes en présence si on comptabilise ceux qui ne sont pas encore stabilisés dans une position. Dans notre optique, les situations des populations vulnérable des quartiers défavorisés peuvent être segmentées en trois : la "rouille" (les rouilleurs), la précarité (les "précaires") et l'intégration (les "intégrés"). Des jeux et des rapports de force entre ces tendances dépendra l'avenir de nombreux quartiers. Depuis une dizaine d'années, toutefois, l'intense médiatisation des comportements de violence dans les quartiers ont biaisé le jeu social et activé les évolutions.

Enfin, il convient de préciser que nous nous focalisons ici sur des typologies de situations sociales, plus que sur des groupes d'individus. Comme les situations sociales sont interactives, les comportements d'un groupe peuvent influencer ceux d'un autre. Sur ce point, tout risque de confusion avec la thèse de la *minorité malfaisante* est écarté. Autrement dit, l'atténuation des phénomènes de violence urbaine ne passe pas

par "l'élimination" d'un sous-groupe de "voyous". Il est plus important de saisir l'ensemble des interrelations qui fondent le système de la violence. Cette conception va dans le sens du modèle génétique de Serge Moscovici, dans lequel "la déviance n'est pas un simple accident qui arrive à l'organisation sociale, bref une manifestation de pathologie sociale, individuelle, c'est aussi un produit de cette organisation, le signe d'une antinomie qui la crée et qu'elle crée. Si les artistes, les jeunes, les femmes, les

ni à traiter tous les effets qu'elle produit..." (5).

Intégration

Dans les quartiers, une partie des jeunes sont "intégrés" au système. Ils ont un emploi, des revenus stables, pas de difficultés majeures pour mener à bien des projets, un niveau scolaire satisfaisant... Ils sont "in", c'est-à-dire que leur situation n'est pas génératrice de désordre pour l'environnement. Au



noirs, etc. restent en marge de la société, celle-ci se définit de manière à les y maintenir, et cette prise de position à son tour façonne l'orientation future de la société. Si des talents demeurent inemployés, si l'on ressent la densité de la population comme excessive, ce qui donne lieu à des mouvements de contestation, à des contre-cultures, à des dissidences, c'est de toute évidence parce que l'organisation n'est pas conçue de façon à pourvoir à tous les besoins qu'elle suscite

contraire. Leurs intérêts sont parfois contradictoires à ceux des rouilleurs dont la délinquance et les violences ont des répercussions sur l'ensemble de la population d'origine maghrébine ou immigrée.

Ce sous-groupe peut également servir d'argument idéologique dans une société qui cherche à démontrer l'idée de la volonté comme vecteur de la réussite individuelle. Montrer des "Beurs de la réussite" permet du même coup de

culpabiliser ceux "qui ne se donnent pas les moyens de gagner".

Quelquefois, pour assurer leur stabilité, ils "s'arrachent" de leur quartier, s'extraient d'un environnement stigmatisé par le monde extérieur et qui nuit à leur projet de vie. Mais souvent aussi, quelques-uns d'entre eux restent, chargés de l'animation sociale dans les quartiers où ils ont vécu où on les connaît, où ils connaissent les jeunes.

Il est utile de signaler l'existence de familles dans lesquelles se côtoient des jeunes qui sont "in" et d'autres qui sont "out", par exemple un frère avocat et un autre en prison, une sœur médecin et un frère toxicomane, un frère universitaire et un autre dealer...

Précarité

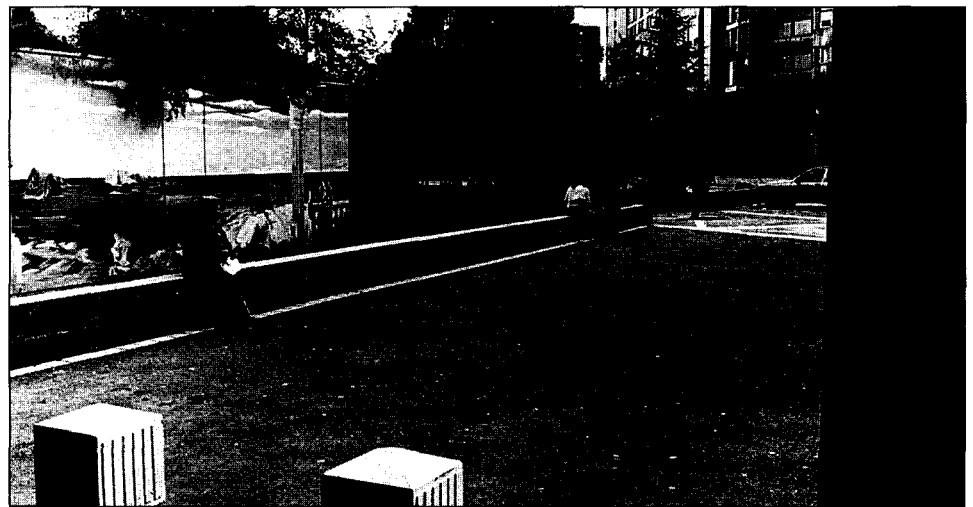
Au milieu de l'échelle, se positionnent ceux qui ne sont ni "intégrés" ni "désintégrés", le "tiers précaire". Ils peuvent être collégiens, étudiants, stagiaires, TUC, CES, SIVP... Ils sont dans des situations transitoires d'accès à un emploi ou... à l'ANPE, ancrés nulle part, non *stabilisés*. Pour ceux-là, l'absence ou la faiblesse des revenus sont souvent importants et aggravés par leur jeune âge. Dans un futur proche, la gestion sociale des quartiers dépendra beaucoup de leur sort. Soit ils trouvent dans le système des outils de leur intégration au groupe des intégrés, par le biais de l'école notamment, soit ils ne les trouvent pas et gonfleront les troupes des "rouilleurs". Alors le risque sera grand de voir ces zones d'habitat majoritairement peuplées de jeunes marqués par l'expérience d'un échec social.

A l'occasion des émeutes urbaines de ces dernières années, parmi les centaines de jeunes ayant participé aux affrontements contre les forces de l'ordre, beaucoup appartenaient à ce sous-groupe, quelquefois de très jeunes. Ils ont tous en mémoire des expériences humiliantes de racisme anti-arabe en France et une haine latente qui ne demande qu'à trouver un terrain d'expression.

1980. Les médias commençaient à parler de Mantes-la-Jolie, à travers la situation des "Jeunes Maghrébins dans la hantise de l'expulsion". La haine atteignait déjà un niveau notoire au Val-Fourré auprès des Maghrébins refusés des

boîtes de nuit, de nombreux cafés où les "Bougnoules" n'étaient pas acceptés, rejetés par les grandes entreprises automobiles de la région. Les jeunes d'alors vivaient dans la hantise de leur expulsion. Certains promettaient déjà avec rage et amertume : "Dans cinq ans, ce sera Harlem".

1992. Toulouse-Le Mirail. Les jeunes d'origine maghrébine ne sont pour la plupart plus expulsables du territoire national, mais toujours expulsés des discothèques et relégués dans leur cité... Ce racisme a depuis de nombreuses années fait basculer des jeunes du côté



des "rouilleurs", découragés par la difficulté d'être acceptés dans "la société de l'autre côté".

La "rouille" ou ceux qui n'ont plus rien à perdre

Les "rouilleurs" sont les largués de la société. Le chômage est le premier vecteur de leur exclusion. Dans les quartiers en crise de l'agglomération lyonnaise, à Vaulx-en-Velin, les Minguettes-Vénissieux, Mermoz-Lyon 8e et Saint-Jean-Villeurbanne, les taux de chômage des jeunes de 16 à 24 ans sont compris entre 25% et 33% ! Si on comptabilise avec ces chômeurs recensés tous ceux qui ne sont pas inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi, on peut considérer que dans ces quartiers un bon tiers des jeunes sont coupés de la société traditionnelle fondée sur les valeurs du travail et le monde social qui l'entoure (6). Leur situation hors du travail les situe aussi facilement hors-la-loi. Les policiers sont en prise

directe avec ce groupe. Mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas.

Aujourd'hui, participer à la société, avoir un rôle, une utilité sociale, est un privilège. De même qu'avoir l'impression de ne pas compter pour quantité négligeable, se voir octroyer par le regard, par les mots des autres une certaine importance, de la considération, de la "reconnaissance". Avoir son mot à dire et être entendu : sentiment primordial dans le jugement qu'on peut avoir de soi-même. "C'est dans le domaine interpersonnel et social que l'on devient visible et reconnu. Le besoin qui correspond à ce processus

d'évaluation de ses ressources ou de son droit à agir et à amorcer le changement dans son environnement social et matériel est le besoin de "reconnaissance sociale" (7).

Beaucoup des rouilleurs dont nous parlons ici n'ont pas ce minimum vital, la dignité humaine. Ils sont là sans y être, piégés au cœur d'un système qui tourne de plus en plus vite, renforçant leur impression d'immobilité, de vertige et de frustration. Dure réalité de l'immobilité, aggravée par l'illusion de mobilité.

Ainsi, pour les rouilleurs, le quartier est un véritable refuge, le seul territoire dans lequel ils ne sont pas exposés à la haine des autres, aux regards inquisiteurs, où leur faciès n'est pas stigmatisé. L'économie parallèle, avec le RMI et d'autres aides institutionnelles sont les moyens de subsistance. Quelques-uns se nourrissent du commerce de la drogue, dont l'usage de le trafic sont définitivement inscrits dans la vie des quartiers.

L'analogie avec le modèle américain est tentante. (...)

La drogue comme fléau palliatif au manque à vivre

Certains exclus ne sont pas "formatés" socialement. Ils ne possèdent pas (ou n'en veulent pas) les codes minimums pour un début de dialogue. Les difficultés de communication avec eux par la voie classique découlent de cet état de fait. D'où cette grave question : comment "reformatier psycho-socialement" des jeunes nés dans la dépression économique, première génération des enfants de chômeurs n'ayant jamais eu de contact par l'intermédiaire du "père" avec le monde du travail, largués du système social, déconnectés du milieu originel familial, qui n'ont connu que l'assistanat, allergiques à toute discipline, et qui ne croient ni en la France, ni aux discours politiques, surtout pas ceux des leaders de SOS Racisme ou de France Plus, ni même à leur père ?

L'absence de réponse à ces questions compromet toute possibilité de freiner l'hémorragie de la drogue qui a déjà largement recouvert les espaces laissés vacants par l'Etat dans les quartiers défavorisés. Comment éviter l'installation de la société de la drogue et sa dérive mafieuse quand les voies alternatives à offrir en échange sont quasiment inexistantes ?

La drogue et son argent se sont infiltrés dans les failles de la société urbaine, dans les espaces "mous" de ses contradictions. Une fois "dedans", la difficulté de s'en arracher est immense.

Une fois qu'elle entre dans un quartier, elle pallie le manque à vivre et autour d'elle se réorganisent les rapports entre différents groupes ; ceux qui luttent contre elle, les familles et les mères en particulier, ceux qui ont des intérêts pécuniaires, ceux qui y trouvent leur bonheur individuel... Une logique mafieuse s'impose avec ses violences : règlements de compte entre dealers, entre mafieux, entre toxicomanes et vendeurs, etc.

La délinquance est accrue par la toxicomanie. Les commerçants des quartiers en crise payent un lourd tribut à son développement. On se souvient de l'émotion suscitée par le tabassage à mort d'un libraire de la Cité des 4000 à la Courneuve, par deux jeunes drogués et séropositifs, vers la fin avril 1993.

D'autres exemples dramatiques occupent les faits divers de l'actualité. Ils marquent la mémoire de beaucoup de quartiers et installent des psychoses collectives.

Mais l'économie de la drogue est d'abord le symptôme de profonds dysfonctionnements dans l'ordre économique mondial qui affectent en premier lieu les pays du tiers monde producteurs. Ensuite, la consommation touche les pays occidentaux et notamment (mais pas seulement) les catégories sociales les plus vulnérables dans les quartiers populaires. Il faut toujours garder en mémoire la formation de ce lucratif marché international avant de parler de ses répercussions dans les quartiers en difficulté. En effet, aux Etats-

faire jusqu'à 1000 livres par semaine !

L'entrée dans le monde de la drogue achève ainsi d'isoler le jeune vis-à-vis de la société du travail traditionnel : quand on a commencé à brasser d'importantes sommes d'argent grâce à ce trafic, l'idée d'un travail rémunéré au SMIC devient dérisoire. La rupture est consommée avec la société tout au moins, pas forcément avec tous les autres jeunes des quartiers, les petits ou grands frères, les sœurs.

Défaut de père, défaut de repères

Dans les familles des jeunes qui sont "intégrés" au système, on peut penser que les pères ont joué un rôle majeur pour assurer l'éducation des enfants. A contra-



Unis, l'économie de la drogue est devenue une importante activité de substitution dans la plupart des quartiers populaires en crise. (...)

Le phénomène n'a pas épargné l'Europe. Un exemple parmi d'autres : en Angleterre, dans la cité de Moss Side située à deux kilomètres de Manchester, 40% des 14.000 habitants sont d'origine des Caraïbes, 80% de chômeurs parmi les adolescents noirs ! Selon la police, toutes les activités du quartier tournent autour de la drogue. "Au début des années 80, c'était le cannabis, mais depuis quelques années l'héroïne a pris le dessus. Elle vient de Londres ou des grandes villes... Moss Side est le plus grand marché de la drogue pour tout le Nord de l'Angleterre. Et la violence ne fait qu'empirer". Dans ce quartier pauvre, un jeune dealer peut se

rio, dans le groupe des largués, on peut aussi mettre en évidence les carences paternelles.

La question de la cohésion familiale est ici au centre des débats. En cas de difficultés de vie de l'un des membres, si cette cohésion n'est pas suffisamment forte, l'engrenage de la violence s'enclenche.

1993. Une polémique d'un genre nouveau s'engage à propos d'une question soulevée par le maire d'Evreux : Est-il judicieux de supprimer les allocations familiales (ou tout au moins des subventions publiques) aux parents des enfants délinquants ? La responsabilité de la famille et du père en particulier est ici interpellée. Quand la société civile se trouve désarmée face aux comportements délinquants de jeunes d'origine immigrée,

elle se retourne vers la cellule familiale, à défaut de possibilité d'expulsion.

Où sont en effet les parents et que peuvent-ils faire pour aider à la résolution des conflits entre leurs enfants et la société ?

Ils ne sont pas toujours inactifs. Un journaliste auteur d'une enquête sur les trafics de drogues dans les quartiers défavorisés met en relief la vigilance des mères de famille en citant l'exemple de l'association Les Amies de l'Espoir dans le quartier des Flamants au nord de Marseille (8). Réunies au moins une fois par semaine, ces mères, qui ont perdu un ou deux enfants, essaient de casser la loi du silence. De protéger ceux qui viennent derrière. Nous avons également vu à la

biologique (insémination artificielle), juridique (patronyme) et social (la transmission du métier)... ou encore culturel... "les années 60 et 70 ont été celles de la révolte contre le père. Les fils de 1984 sont davantage portés à comprendre et cherchent à connaître cet homme désorienté qu'est leur père".

D'une manière générale, les pères d'aujourd'hui sont donc bousculés dans une société soumise à des mutations qui ont affecté les rapports familiaux. En France, qu'il s'agisse des enfants d'immigrés ou des enfants de Français rencontrés pendant les animations dans les écoles situées en Zone d'Education Prioritaire, l'absence du père explique pour une part les comportements des

construire une maison, nourrir et éduquer les enfants, retourner au pays armé du savoir et d'un capital. Dans cette stratégie, les enfants restés au pays ou destinés à y retourner, jouaient un rôle central. Le père se sacrifiait au travail pour leur construire une vie meilleure. Pourvoyeur des moyens matériels, il faisait figure de chef respecté. Son utilité économique dans la société lui conférait dignité, pouvoir et légitimité au sein de sa famille.

De ce fait, il était craint. A l'école, les maîtres, pour exercer une pression sur les enfants, menaçaient d'avertir le père, repère décisif qui délimitait les comportements de l'enfant.

Pendant les trente glorieuses, le travail abondant donnait une utilité sociale au travailleur. Il était possible d'élaborer des projets de vie, envisager des ascensions sociales. La migration était une promotion. Mais depuis la crise des années soixante-dix, l'immigration a changé de sens. Elle est devenue un cul de sac.

Quand on examine de près les violences dans les quartiers défavorisés, l'absence du père est surprenante, comme si les difficultés de vie ne semblaient concerner que les jeunes, les garçons singulièrement. A Vaulx-en-Velin, au cours des trois nuits d'émeutes, nous étions sur le terrain pour vérifier cette constatation : il n'y avait quasiment que des jeunes garçons d'origine maghrébine dans les rues, affrontant les forces de l'ordre. De même, lors de la chasse anti-dealers à Lille-Sud en mai 1993. Fait significatif : même dans les occasions où il y a mort de jeunes, les pères ne manifestent pas dans la rue (9). Eclipsés de la scène sociale, ils se sont retirés du champ éducatif, abandonnant le terrain des responsabilités aux acteurs sociaux institutionnels : enseignants, animateurs, policiers, magistrats, assistantes sociales. Leur femme s'est mise au travail pour un salaire d'appoint. Et comme pour "refermer le piège", les projets de retour au pays ont été écartés définitivement, réalisme oblige.

Cet effacement des pères et l'éclatement de la famille traditionnelle ont favorisé un décrochage de nombre d'enfants de leurs racines, de leur lignée familiale, de leur histoire. Un autre cordon ombilical a été sectionné, celui qui les reliait à une temporalité, une existence



télévision les mères réclamer leurs enfants après l'intervention de la police, pleurer les morts, hurler de détresse après des acquittements d'auteurs "d'homicides involontaires ayant provoqué la mort sans intention de la donner".

Les pères restent toujours dans l'ombre. Comportement symptomatique.

Les pères dévalorisés

Il n'y a pas que les pères immigrés qui sont en cause dans l'éclatement de la cellule familiale. Un numéro spécial de la revue *Autrement* consacré aux *masculinités d'aujourd'hui*, souligne la faiblesse de l'image des pères d'aujourd'hui : "ébranlé par l'évolution récente des mœurs et du rôle des femmes, le père est "remis en cause", du triple point de vue

enfants en difficulté. Chez les Français de souche, les enfants issus de familles mono-parentales sont nombreux dans les cités HLM, cotoyant ceux qui vivent avec un père chômeur, alcoolique, violent, auquel il est difficile de s'identifier. Pour les enfants d'immigrés, la dévalorisation du père résulte beaucoup des trajectoires sociales ; enfants et parents n'ont pas la même culture de référence.

Dans les années 60-70, au sein de la famille immigrée maghrébine "lourde" par nature, le père *donnait le ton* à tous les enfants, constituait un solide élément de cohésion familiale. L'histoire de sa migration vers la ville-travail occidentale lui assurait une plus grande maîtrise sur la vie, une assise psychologique qui reposait sur un projet à long terme : migrer, aller en France, trouver un travail, épargner,

qui dépasse le temps de leur vie, un continuum identitaire qui fait sens, une généalogie. "L'écart d'identité" prend maintenant la figure d'un vide. Le père ne se mêle plus des activités de ce fils qui ne communique plus avec lui. Le fils ignore l'impact sur son père de ses comportements antisociaux. A défaut d'avoir été "reconnus" enfant légitime par la société française, le fils se désintègre physiquement, déserte la famille et le milieu social qui lui assurait protection et requérait des obligations.

L'absence d'autorité paternelle se traduit par cet autre trait caractéristique des jeunes d'origine maghrébine : il n'y a aucun leader nationalement reconnu. SOS Racisme ou France Plus n'ont pas conquis de légitimité auprès d'eux, au contraire. La place est libre pour de nouveaux pères.

Les nouveaux pères, les repères et les repaires...

Novembre 1981. Les Minguettes de Vénissieux. Amar Djaidja, 22 ans, vole avec un complice la recette d'un grand magasin de Pierre-Bénite. Arrêté presque aussitôt, il réussit quelques jours plus tard, grâce à l'intervention de ses amis, à échapper aux policiers qui allaient perquisitionner chez lui, au quartier Monmousseau. Dès lors, caché dans le quartier, pendant plusieurs mois il s'avèrera insaisissable. A chaque fois que les policiers essaient de l'appréhender, ils se font attaquer par des groupes de jeunes. Progressivement, l'idée se répand dans l'opinion lyonnaise qu'un "bastion maghrébin" existe aux Minguettes échappant à la loi et imprenable. Finalement, Amar Djaidja sera arrêté en Italie (10). Mais pendant plusieurs mois, il aura été un héros, style "Mandrin" pour une partie des jeunes de son quartier. Ses deux frères Toumi et Ali seront associés à cette sacralisation. Les policiers n'auront de cesse de les "faire craquer" à défaut de pouvoir coincer leur frère aîné. Ainsi naquit la légende de Toumi, emprisonné, inculpé, poursuivi, diffamé à tort, grièvement blessé par la balle d'un policier, ressuscité...

"Amar le mac" est un héros de HLM qui ose passer la frontière, aller de l'autre côté de la barrière, dans l'autre monde, et revenir les bras chargés de tous les objets dérobés à l'ennemi, démythifiant du

même coup la toute puissance de ce dernier. "Amar le mac" est la figure emblématique des Robins d'immeubles locaux qui volent les riches pour redistribuer aux pauvres, qui roulent dans d'extravagantes voitures, parés des modes vestimentaires dernier cri (...).

La société de consommation est ici encore au banc des accusés. Etre dedans requiert d'avoir les moyens de s'offrir ses merveilles les plus chères et les plus ostensibles. Les Lascars des banlieues de France ne se chaussent pas n'importe comment, mais en Nike et Reebok.

Dans la mémoire de chaque cité habite un Prince, un héros, membre du club du tiers largué, qui sert de figure d'identification à tous les enfants des immeubles. C'est ce type de projection négative que redoutait particulièrement Malcom X vers la fin de sa vie, pour les jeunes des ghettos nois-américains : "Ce qui rend le "hustler" du ghetto encore plus dangereux c'est cette image de héros qu'il a auprès des adolescents des ghettos. Ces enfants du ghetto voient bien l'enfer dans lequel sont prisonniers leurs parents, ... ce qu'ils ont dû abandonner en luttant contre la société blanche injuste et intolérante. Les enfants du ghetto apprennent vite par eux-mêmes qu'ils sont plus attirés par les "hustlers" qu'ils voient habillés richement, pleins aux as et ne vouant aucun respect à personne ni à rien. Alors l'enfant du ghetto est entraîné dans ce monde fait de drogue, vol, prostitution, de crime et d'immoralité".

Les trafiquants deviennent alors de véritables parrains dans les quartiers, les "nouveaux pères". Evoquant le blanchiment de l'argent de la drogue, un journaliste qui a mené une enquête dans les communes de l'est lyonnais cite l'acquisition de commerces tels les restaurants, les laveries, les bars, mais aussi des "actions de bienfaisance en faveur des enfants et des adolescents des quartiers. Ainsi, plusieurs groupes de jeunes du Charréard sont partis en camp de vacances durant l'été dernier grâce à une obole. Et cette bonne action de trafiquants est relatée avec admiration par ces mineurs qui les évoquent tels de "nouveaux pères" (11). D'autres témoignages rapportent encore l'existence d'un glissement des dealers vers le rôle de leaders dans les quartiers en difficulté.

Si ceux qui "réussissent" socialement

leur intégration ont tendance à "s'arracher" définitivement du quartier, ceux qui rouillent et qui survivent dans les réseaux parallèles cherchent à se l'approprier pour en faire leur territoire. Dans les centres-villes anciens comme dans les ZUP, les familles nombreuses, pauvres, ceux qui sont mal logés ou sans domicile et autres sans droit ni titre sont assignés à résidence. La crise du logement et de la ville et l'absence de choix leur interdisent toute mobilité résidentielle. Une partie de l'explication des comportements d'agressivité sociale se trouve là. Agressivité sociale qui prend de plus en plus la forme d'une revendication du lieu de relégation sur fond de communautarisme défensif.

Cet article est extrait du livre d'Azouz Begag et Christian Delorme à paraître prochainement aux Editions du Seuil, Collection Point Virgule.

(1) : "Les immigrés dans le miroir de la guerre du Golfe", Philippe Bernard, Le Monde, 14 mars 1991.

(2) : "Sartrouville : meurtre à la cafétéria", Libération, 28 mars 1991.

(3) : Cf. Dubet et Lapeyronnie, Les quartiers d'exil, Seuil, Paris 1992. Evoquant les jeunes français d'origine maghrébine, les auteurs les classent dans un chapitre consacré aux "jeunes immigrés"... or, juridiquement, les situations ne sont pas similaires. Un jeune immigré peut être expulsable "chez lui"...

(4) : Clarence Lusane, Pipe dream blues. Racism and the war on drugs, South en Press, Boston, MA, USA, 1991.

(5) : Psychologie des minorités actives, PUF, 1979, page 14.

(6) : Nous utilisons ici de manière simpliste l'idée d'une partition en trois tiers, mais elle nous servira surtout dans notre démonstration, même si dans la réalité les jeunes largués représentent dans les quartiers un peu plus ou un peu moins que ce pourcentage.

(7) : Psychologie des minorités actives, op.cit., page 225.

(8) : Hacene Belmessous, "Drogue, le nouveau supplice des cités", *Le Monde Diplomatique*, juin 1993, page 25.

(9) : Dans les prisons où sont incarcérés de nombreux enfants d'origine maghrébine, ce sont les mères de famille qui rendent visite aux garçons... pas les pères.

(10) : Quelques années plus tard, il mourra dans des circonstances confuses à la frontière du Maroc et de l'Algérie...

(11) : Hacene Belmessous, "Drogue, le nouveau supplice des cités", op.cit.